

Les subsides

étrangers ont été approuvées. C'est pourquoi je ne prends pas trop au sérieux les protestations des députés libéraux.

Nous débatons aujourd'hui d'une question extrêmement importante. Le monde traverse une nouvelle révolution industrielle. L'époque est révolue où les pays industrialisés, dont le Canada, produisaient des biens manufacturés et les vendaient aux pays sous-développés qui les payaient en matières premières et en denrées alimentaires. Aujourd'hui, les activités manufacturières qui étaient exercées par les pays industrialisés le sont de plus en plus dans des pays comme la Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et le Brésil. Les industries manufacturières traditionnelles dans le monde occidental qui donnaient des emplois à des millions de travailleurs subissent une dure concurrence. Le nombre des travailleurs employés dans ces industries a baissé de façon marquée, et leur nombre continue à diminuer. Les Canadiens se font dire quotidiennement par le gouvernement, l'industrie et les universitaires qu'il faut accroître notre efficacité grâce à l'utilisation de techniques nouvelles et en investissant dans la nouvelle technologie. Ce ne sont malheureusement là que des discours.

Nous voyons actuellement aux États-Unis et au Canada de grandes sociétés emprunter de l'argent pour acquérir des entreprises tout à fait étrangères aux activités de ces grandes sociétés. Aux États-Unis notamment, ces sociétés ont constaté que ces acquisitions faites il y a quelques années avaient constitué un usage stérile de leurs capitaux. Ces sociétés essuient très souvent d'importantes pertes et se débarrassent de ces entreprises qu'elles avaient acquises quelques années auparavant.

Par exemple, Mobil Oil est l'une des plus grandes sociétés américaines. Elle avait acheté il y a quelques années Montgomery Ward, l'une des plus grandes entreprises de vente au détail par la poste aux États-Unis. Mobil Oil est maintenant en train de vendre Montgomery Ward à perte.

M. Fraleigh: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. J'ai lu la motion. Je n'y vois rien qui puisse se rapporter à ce que le député est en train de dire. Peut-être pourrait-il nous dire quel rapport l'acquisition de Montgomery Ward par Mobil a avec l'acquisition de Mitel ou avec Investissement Canada?

M. le vice-président: Peut-être le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) fera-t-il le lien quand il aura terminé.

M. Orlikow: Si le député veut bien m'écouter, il verra que j'illustre ce qui se passe dans le cas des acquisitions pratiques aux États-Unis et au Canada. Je vais en venir à Mitel, qui est un exemple frappant de ce qu'il ne faudrait pas permettre.

Il y a quelques années, Mobil a acheté Montgomery Ward, dont elle est maintenant en train de se départir. Elle a affirmé publiquement qu'elle allait essuyer une perte de 500 millions avec cette transaction.

Au Canada, nous suivons habituellement l'exemple américain avec quelques années de retard mais sans nous donner la peine de tirer les leçons de l'expérience américaine. Les grosses sociétés canadiennes font maintenant des acquisitions, en empruntant auprès des banques de l'argent qui serait beaucoup mieux dépensé à encourager le développement de nouvelles technologies et de meilleurs systèmes. C'est ainsi par exemple que Bell Canada a récemment pris une participation majoritaire dans TransCanada Pipelines. C'est peut-être avantageux pour les actionnaires de Bell, mais qu'est-ce que cela rapporte

aux Canadiens en général? Est-ce que cette acquisition va faire créer un seul emploi?

M. Dick: Ce n'est pas Bell Canada qui l'a achetée, c'est Bell Enterprises.

M. Orlikow: Le député dit que ce n'est pas Bell Canada mais Bell Enterprises. Bell Enterprises a été édiflée avec les bénéfices que la Compagnie de Téléphone Bell a réalisés en surfacturant ses clients.

Bell n'est pas la seule. Il y a d'autres exemples, comme Olympia & York qui a cherché à acheter la société pétrolière Chevron. Il y a l'exemple de CP Investments qui a acheté une société de papier. Il y a Power Corporation qui n'est pas satisfaite de sa structure actuelle et qui s'étend. Aucune de ces acquisitions n'a créé un seul emploi, ni amélioré l'efficacité de l'industrie et des entreprises canadiennes. Au contraire, elles ont englouti de l'argent qui aurait dû être consacré à des investissements productifs.

Mitel est en train de passer à une entreprise étrangère, malgré de forts investissements publics que les gouvernements lui ont consacrés. Cette société est dans le domaine justement dont on dit qu'il va fournir les emplois et la technologie de l'avenir. Le contrôle de cette société est en train d'échapper aux Canadiens. Le gouvernement n'a rien fait pour rapatrier Prentice Hall, maison d'édition canadienne dont l'intérêt est vital pour encourager l'édition canadienne. Cela s'est fait bien que le gouvernement, dans son projet de loi d'Investissement Canada, dise qu'il va examiner les investissements étrangers dans les industries mettant en cause le «patrimoine culturel du Canada ou l'identité nationale...»

L'association des éditeurs du Canada a comparu devant un comité parlementaire et demandé au gouvernement de démontrer l'importance qu'il attache au secteur culturel en permettant le rapatriement de Prentice Hall. Le gouvernement n'a rien fait à ce sujet.

Je dis que le remplacement de l'Agence d'examen de l'investissement étranger par Investissement Canada, qu'on réalise grâce à la clôture, témoigne de la même précipitation du gouvernement vis-à-vis de toute cette question des investissements étrangers.

Permettez-moi de donner quelques renseignements au sujet de Mitel. C'est, en importance, le deuxième constructeur de matériel de télécommunication, avec un chiffre de vente de 255 millions en 1983. Sa croissance a été remarquablement rapide, avec un taux de croissance annuel de 132 p. 100 entre 1975 et 1983. Elle a fondé sa réputation sur des produits de haute qualité, et sur son aptitude à les vendre partout dans le monde. L'entreprise a été fructueuse jusqu'en 1983. Cette année-là, le taux de croissance n'a été que de 25 p. 100. Les difficultés de Mitel existaient déjà à l'état latent. Et ces difficultés, nous les avons bien connues par la suite. La compagnie a eu du mal à commercialiser certains de ses nouveaux produits, par exemple Superswitch. Elle a subi des pertes, dont une de 32 millions et a dû licencier 600 autres employés en 1984. La solution à cette dégringolade d'une entreprise qui avait connu une croissance spectaculaire était bien simple pour les dirigeants de la société, une bonne vieille acquisition capitaliste avec le consentement d'un gouvernement qui n'a empêché aucune acquisition de société canadienne depuis qu'il a pris le